

EL "MODUS VIVENDI" ENTRE LA SANTA SEDE Y LA REPUBLICA DE TUNEZ

CONVENTIO

(MODUS VIVENDI)

INTER APOSTOLICAM SEDEM ET TUNETANAM REMPUBLICAM

ARTICLE 1

Le Gouvernement de la République Tunisienne protège le libre exercice du Culte Catholique en Tunisie, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Constitución de la République Tunisienne du 1^{er} Juin 1950 et dans les conditions prévues au présent *Modus Vivendi*.

ARTICLE 2

L'Eglise Catholique en Tunisie groupe les personnes de confession catholique résidant en Tunisie; elle possède la personnalité civile; son siège est établi à Tunis.

Elle est légalement représentée par le Prélat *nullius* de Tunis.

A ce titre, ce dernier a le pouvoir d'accomplir, directement ou par mandataire, tout acte de gestion ou de disposition concernant les biens meubles et immeubles dépendant de la Prélature, sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière.

ARTICLE 3

L'Eglise Catholique s'interdit toute activité de nature politique en Tunisie.

ARTICLE 4

Le Gouvernement de la République Tunisienne accepte que l'Eglise Catholique en Tunisie:

- 1) pourvoie, dans le respect des lois générales du pays, à son organisation intérieure;
- 2) dispense, dans les lieux visés aux paragraphes a, c, d et e de l'article 6 ciaprès, l'enseignement de la doctrine chrétienne;
- 3) dispense, dans les établissements scolaires prévus à l'article 9 du présent accord, l'enseignement de la doctrine chrétienne aux élèves exclusivement de confession catholique et sous réserve de l'autorisation des parents.

Le Gouvernement de la République Tunisienne ne fera pas obstacle à l'exercice de l'autorité spirituelle du Prélat de Tunis sur les fidèles catholiques en Tunisie.

ARTICLE 5

Dans le cadre de ses activités spirituelles, le Saint-Siège pourra communiquer avec le Clergé et les fidèles catholiques en Tunisie; ceux-ci le pourront avec le Saint-Siège.

Dans le même cadre, les membres du Clergé en Tunisie pourront communiquer entre eux ainsi qu'avec leurs fidèles.

L'Eglise Catholique en Tunisie pourra publier, à l'intérieur des lieux affectés au culte, ses instructions, ordonnances et lettres pastorales destinées aux fidèles. Le Prélat communiquera, pour information, au gouvernorat dont dépend le lieu, le jour même de la publication, une copie de ces instructions, ordonnances et lettres pastorales. Toute autre publication faite par l'Eglise Catholique en Tunisie, quels qu'en soient la forme ou l'objet, sera régie par les lois tunisiennes en matière de presse, imprimerie et librairie.

ARTICLE 6

a) Le Gouvernement de la République Tunisienne reconnaît à l'Eglise Catholique en Tunisie la propriété des lieux affectés au culte et des immeubles figurant aux annexes I et II du présent *Modus Vivendi*.

Toute modification de ces annexes ne pourra intervenir que d'un commun accord entre les deux Parties. Celles-ci se réuniront, trois mois avant l'échéance prévue dans chaque cas, pour examiner la situation des lieux affectés au culte et indiqués dans l'annexe III.

b) L'Eglise Catholique en Tunisie consent à céder définitivement et à titre gratuit à l'Etat Tunisien les lieux de culte et autres biens immeubles figurant aux annexes IV et V à la date indiquée pour chacun d'eux.

Le Gouvernement de la République Tunisienne donne l'assurance que les lieux de culte ainsi cédés ne seront utilisés qu'à des fins d'intérêt public compatibles avec leur ancienne destination.

c) Dans les localités où il n'y a pas de lieu affecté au culte catholique, et lorsque les deux Parties auront convenu d'un commun accord que l'assistance religieuse aux fidèles catholiques justifie la présence d'un lieu de culte approprié, le Gouvernement de la République Tunisienne autorisera la célébration habituelle de culte dans des locaux n'offrant pas les aspects extérieurs des lieux de culte.

d) Le culte catholique pourra continuer à être célébré, sans autorisation civile, dans les chapelles ou autres lieux destinés à cette fin, à l'intérieur des établissements prévus à l'article 9 du présent accord.

e) Le culte catholique pourra être célébré occasionnellement, sans autorisation, dans des locaux privés; dans ce cas, le propriétaire du lieu avisera au préalable les autorités locales, lorsque la cérémonie doit réunir des personnes ne résidant pas dans ce lieu, afin que l'autorité publique assure la protection nécessaire du local.

ARTICLE 7

Les acquisitions d'immeubles à titre onéreux et les dispositions à titre gratuit en faveur de l'Eglise Catholique en Tunisie ne pourront avoir effet qu'après autorisation du Gouvernement de la République Tunisienne.

Tout appel à la générosité publique, sous quelque forme que ce soit, effectué en dehors des églises, reste soumis à la réglementation générale.

ARTICLE 8

Le Gouvernement de la République Tunisienne accordera toutes facilités pour l'entrée et le séjour en territoire tunisien aux prêtres destinés à l'Eglise, et ce sous réserve de l'observation par ces derniers des règlements de police en vigueur.

ARTICLE 9

Le Gouvernement de la République Tunisienne autorise les établissements scolaires (écoles, collèges, jardins d'enfants, pouponnières) ou hospitaliers (clinique et dispensaires) appartenant à des associations, des sociétés civiles ou anonymes à participation religieuse et dont la liste figure à l'annexe VI, à continuer à exercer leur activité et leur accordera le bénéfice de sa bienveillance tant qu'ils se conformeront aux lois, règlements et programmes en vigueur en Tunisie.

ARTICLE 10

Le choix du Prélat *nullius* de Tunis appartient au Saint-Siège. Afin de favoriser l'harmonie entre l'Eglise Catholique et l'Etat Tunisien, le Saint-Siège fera connaître dans le secret le plus absolu au Gouvernement de la République Tunisienne, par voie diplomatique, le nom de l'ecclésiastique choisi.

Au cas où le Gouvernement de la République Tunisienne aurait quelque objection de caractère politique général au sujet de la personne envisagée, il pourra la manifester au Saint-Siège, par voie diplomatique, dans le délai d'un mois à partir du jour de la communication.

ARTICLE 11

Le Prélat de Tunis présentera au Gouvernement de la République Tunisienne, dans le mois qui suivra l'entrée en vigueur du présent accord, la liste des membres du clergé exerçant en Tunisie.

Il informera le Gouvernement de la République Tunisienne de la nomination de tout nouveau curé, afin que celui-ci soit introduit auprès des autorités locales.

ARTICLE 12

Le présent *Modus Vivendi* entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification.

Du Vatican, le 27 juin 1964.

A. I. Card. CICOGNANI

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A l'Article 5, alinéa 3:

Il est entendu que cette liberté de publication est reconnue à l'Eglise Catholique sous réserve qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public.

A l'Article 6, paragraphe b:

A la date de la cession, la Prélature remettra au Gouvernement soit la copie bleue des titres fonciers correspondant aux biens immatriculés cédés, soit les actes de propriété des biens cédés non encore immatriculés.

A l'Article 6, paragraphe c:

Au cas où l'autorité ecclésiastique juge que l'assistance religieuse aux fidèles catholiques justifie la présence d'un lieu de culte approprié, elle en fera la demande motivée au Gouvernement; celui-ci, fidèle à sa volonté, exprimée à plusieurs reprises, de faciliter aux catholiques résidant en Tunisie l'exercice de leur culte, sur tout le territoire du pays, examinera avec bienveillance la demande en tenant compte tant de l'importance numérique des fidèles que de l'ordre public ou de la défense nationale.

A l'Article 6, paragraphe e:

Le propriétaire avisera les autorités locales au moins vingt-quatre heures à l'avance, autant que possible.

A l'article 7:

Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le Gouvernement Tunisien facilitera l'entrée en Tunisie d'offrandes envoyées par le Saint-Siège à la Prélature.

Du Vatican, le 27 juin 1964.

A. I. Card. CICOGNANI

Du Vatican, 27 juin 1964

N. 3769/64

*Excellence,**Vous avez bien voulu m'adresser la lettre dont la teneur suit:**"Au cour des négociations ayant abouti à l'accord de ce jour, vous avez souligné le voeu du Saint-Siège de mettre à la disposition des fidèles catholiques résidant à Carthage, après la cession à l'Etat Tunisien de la Cathédrale, un moyen de pratiquer leur religion dans la dite localité".**"J'ai l'honneur de signaler à Votre Eminence que l'article 6 du Modus Vivendi dans son paragraphe d) répond dès à présent à ce voeu. En tout cas, le paragraphe c) du même article permet d'envisager d'un commun accord une solution appropriée".**En vous remerciant de cette courtoise communication, j'ai l'honneur, en réponse, de porter à votre connaissance que, par dérogation au paragraphe d) de l'article 6 du Modus Vivendi, l'Eglise Catholique, tenant compte de la situation particulière de Carthage, utilisera, aux fins de la célébration publique du culte dans cette localité, exclusivement la chapelle sise au Pensionnat, des Soeurs Blanches.**Tout cela, naturellement, sans préjudice de la possibilité offerte par le paragraphe c) du même article, mentionnée dans la lettre de Votre Excellence.**Je profite de cette occasion pour vous confirmer que l'Eglise Catholique n'ignore pas qu'elle exerce son activité dans un pays où l'Islam est la religion de l'Etat et de la majorité des habitants. De ce point de vue, l'Etat Tunisien sait qu'il peut attendre d'Elle un respect et une discrétion qui sont d'ailleurs conformes à la doctrine et à l'esprit catholiques. Il plaît au Saint-Siège de rappeler qu'il entre dans les attributions normales du Prélat de Tunis de prévenir ou de réprimer les imprudences éventuelles dommageables aux bonnes relations réciproques.**Je vous prie, Excellence, de croire aux assurances de ma très haute considération.*

Signé: A. I. Card. CICOGNANI

Son Excellence

Mr MONGI SLIM

Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères

TUNIS

El 27 de junio de 1964, con un intercambio de notas diplomáticas entre el Cardenal Secretario de Estado de Su Santidad y el Secretario de Estado para los Asuntos Exteriores de la República de Túnez, fue firmado un "modus vivendi" acerca de la situación jurídica de la Iglesia en dicha República. El intercambio de los instrumentos de ratificación, que está acompañado por un protocolo adicional, y por otros documentos que forman parte integrante del mismo Acuerdo, tuvo lugar el día 9 de julio en Túnez.

CONTENIDO DEL ACUERDO

He aquí un resumen de dicho Acuerdo.

El Estado protege el libre ejercicio del culto católico, conforme al artículo 5.º de la Constitución de la República, del año 1959¹ y a las condiciones previstas en este "Modus vivendi".

La Iglesia posee la personalidad civil, y es representada legalmente por un Prelado nullius con sede en Túnez (Art. 2.º). Con fecha 13 de enero de este año, S. E. Mons. Perrin, antes Arzobispo de Cartago, últimamente Prelado "nullius" de Túnez, ha sido relevado de su cargo quedando con el título arzobispal de Nova y siendo sustituido como Prelado nullius de Túnez por S. E. Mons. Callens, antes Superior Regional de los PP. Blancos, elevado a Arzobispo t. de Mossori. Cesa así en su existencia la sede arzobispal de Cartago, que había sido restaurada en 1884 y cuya historia como Metropolitana data del siglo III: la Prelatura nullius de Túnez agrupará en adelante a todos los católicos residentes en la República.

La Iglesia católica se prohíbe a sí misma toda actividad de naturaleza política en la República (art. 3.º).

No se pondrá ningún obstáculo al ejercicio de la autoridad espiritual del Prelado de Túnez sobre los fieles católicos (art. 4.º). La elección del Prelado pertenece a la Santa Sede, que dará a conocer el nombre del eclesiástico elegido, al Gobierno, por vía diplomática, y éste, a su vez, por la misma vía, podrá dar contestación dentro de un mes, pasado el cual se supone que no tiene ninguna objeción de carácter político general que hacer al respecto (art. 10)².

La Iglesia puede ocuparse de su organización interior, en el respeto de las leyes generales del país, y puede dispensar, en los lugares de culto contemplados en el Acuerdo (de los que nos ocuparemos más adelante), la enseñanza de la doctrina cristiana, así como también en los establecimientos de enseñanza pero exclusivamente a los alumnos de confesión católica y previa autorización de sus padres.

¹ "La República de Túnez garantiza la libertad del individuo y la libertad de conciencia y protege el libre ejercicio de cultos, a condición de que éste no turbe el orden público".

² Como el texto nada concreta y nada permite deducir acerca de posibles relaciones diplomáticas entre ambos poderes, el camino diplomático obvio para dicha notificación previa, habría de ser el siguiente: Santa Sede, Nunciatura Apostólica en Roma, Embajada de Túnez en Italia, Gobierno de Túnez.

El Estado tunecino facilitará la permanencia en el país de los sacerdotes destinados al culto, todo ello sujeto a una presentación de lista nominal, al Gobierno, a tenor del art. 11. Asimismo todo nombramiento para cargos ministeriales, todo nombramiento para párrocos, será informado al Gobierno de la República (art. 11).

Se podrán publicar en el interior de las Iglesias o lugares afectados al culto, las instrucciones, cartas pastorales, etc.; para otras publicaciones habrá que someterse a las leyes tunecinas en materia de prensa (art. 5.º).

El Gobierno reconoce a la Iglesia la propiedad de los lugares afectados al culto, según la lista que consta en el anejo, art. 1 y 2, de este "Modus vivendi" (art. 6.º). Cualquier modificación al respecto deberá ser hecha de común acuerdo entre los dos poderes. Sin embargo, en las localidades donde no haya iglesia, se podrá celebrar el culto, supuesto que haya católicos, de común acuerdo, y con autorización del gobierno, en locales que no han de ofrecer aspecto exterior de tales lugares de culto; e igualmente, sin autorización, pero con aviso previo a las autoridades locales, y sólo ocasionalmente, en locales o lugares privados. Para cualquier nueva adquisición de bienes inmuebles a título oneroso y título gratuito, se requerirá la previa autorización del gobierno de la República (art. 7.º).

Quedan igualmente autorizados, un determinado número de centros docentes y benéficos, cuya lista se incluye en el anejo 6.º

LOS ANEXOS DEL "MODUS VIVENDI"

En estos anexos, que siguen al Protocolo, se precisan los establecimientos y edificios que quedarán en poder de la Iglesia en Túnez. En la antigua arquidiócesis de Cartago, donde, sobre una población de cerca de 4 millones de habitantes, el número de católicos ha bajado de 280.000 a unos 30.000, por efecto de la emigración de los europeos, (franceses e italianos, en su mayor parte), la Iglesia conserva todas sus escuelas (33 establecimientos con más de 10.000 alumnos) y sus obras benéficas (8 establecimientos). No es viable, sin embargo, el mantenimiento de muchas de estas obras católicas, desde el momento que los Institutos religiosos que las sostienen, han sido privados de sus residencias. Por el contrario, la Iglesia da gratuitamente al Estado tunecino 94 iglesias: la Catedral de Cartago, la villa episcopal de Túnez, el Carmelo de Cartago, los dos seminarios, el Museo Lavigerie, 47 casas parroquiales, todas sus propiedades o fincas, es decir, 907 Has. de explotación agrícola y 180.000 metros cuadrados de terreno edificable. Sigue conservando en Túnez: la Catedral, la iglesia de Sta. Juana de Arco y el edificio donde se encuentra la administración diocesana; las iglesias y las casas parroquiales de La Goulette, Grombalia y Sousse y las casas parroquiales, pero no las iglesias, de Hamman-Lif y de Djerda.

LAS ESPERANZAS DE LA IGLESIA

Presentando este Acuerdo de la Santa Sede a los católicos de Túnez, S. E. Mons. Perrin, en una carta pastoral del 19 de julio de 1964, se hacía eco del dolor que sus consecuencias habrían de causarles: "Puede ser —decía él— que algunos no presten atención al lado positivo de este "Modus vivendi", que salvaguarda la libertad del culto y la posibilidad para los católicos de instruirse en las verdades de su religión. Entre los aspectos positivos del mismo —añadía— además de la libertad del culto, ya mencionada, nosotros hemos de esperar relaciones mejores entre el Gobierno tunecino y la Iglesia local". Refiriéndose a continuación a la situación de desconfianza, que existía antes de concluir este Acuerdo, entre los musulmanes (unos 4 millones) y los católicos, particularmente en sus autoridades, expresa su deseo de que, el mismo, haya creado un clima nuevo para estas relaciones, en orden a poder trabajar; e invita a todos a una colaboración de ayuda fraterna, para facilitar, con ofrecimiento de los propios medios de transporte, sobre todo, el cumplimiento de los deberes religiosos, una vez que han sido disminuidos enormemente los lugares de culto.

El "Modus vivendi", según hacía saber "L'Osservatore" del 10 de julio pasado, en una nota oficiosa, no constituye un arreglo completo ni del todo satisfactorio, para el conjunto de las cuestiones que se refieren a las relaciones entre la Iglesia y el Estado, en un determinado país. A falta de tal arreglo, cuando ello no es posible ni viable todavía, el "Modus vivendi" tiende a asegurar, por lo menos, ciertas condiciones indispensables a la vida de la Iglesia y a sus relaciones con el poder y las organizaciones estatales.

En esta perspectiva hay que examinar este Acuerdo, teniendo en cuenta la peculiaridad de la situación en que ha sido estipulado. Se trata del primer Acuerdo diplomático de la Santa Sede con el Gobierno de una nación que ha inscrito en su Constitución, al Islamismo como religión del Estado, y en la que, los pertenecientes a la religión católica, han representado hasta ahora, una minoría huésped del suelo tunecino.

Es de esperar que los sacrificios que la Iglesia se ha impuesto y el espíritu de concordia en que se han realizado las largas negociaciones (más de tres años, visitas del Presidente Burghiba al Papa, viajes a Roma del Sr. Mongi Slim, antiguo presidente de las Naciones Unidas y ministro de Asuntos Exteriores o de otros representantes del Gobierno y a Túnez de empleados de la Secretaría de Estado), con el Acuerdo que les han puesto fin, den una era nueva de cooperación, a la Santa Sede y al Gobierno de Túnez.

Un pueblo antiguo y joven, que llega a la independencia y al autogobierno, no podrá seguir su camino de prosperidad sin recordar el pasado. La Iglesia católica le ofrecerá siempre un auxilio, una ayuda con que suscitar y animar el espíritu de libertad, de responsabilidad y de progreso.

SOTERO SANZ VILLALBA